

Communiqué de presse

EAU & AGRICULTURE À L'HEURE DU « VARENNE » : CRIER UN OBSERVATOIRE DES EAUX ALTERNATIVES

Paris, le 15 décembre 2021 – A quelques semaines de la clôture du Varenne agricole de l'eau et du changement climatique, la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau (FP2E) partage les recommandations qu'elle a portées dans le cadre de sa mobilisation pour soulager les tensions croissantes sur les ressources en eau.

Le Varenne a été l'opportunité pour les entreprises de l'eau de souligner leur volonté d'accompagner les utilisateurs vers une plus grande sobriété des prélèvements. Elles proposent **la création d'un Observatoire des eaux alternatives** pour développer et partager la connaissance, afin de renforcer la confiance en ces « briques » de solutions déjà mises en œuvre avec efficacité à l'international et, de façon ponctuelle ou expérimentale, en France.

La FP2E rappelle que l'enjeu est également de mobiliser des solutions **complémentaires à l'indispensable effort de sobriété des usages, de façon à contribuer à répondre aux besoins en eau des agriculteurs et des territoires en tension**, dans le contexte du dérèglement climatique.

« L'enjeu du Varenne agricole de l'eau est majeur à double titre, puisqu'il s'agit de préserver à la fois la ressource en eau de notre pays et sa souveraineté alimentaire. Les entreprises de l'eau sont convaincues qu'à côté de la sobriété des usages qui s'impose à tous, il existe des solutions capables de faire la différence. La réutilisation des eaux usées traitées ou la recharge de nappes peuvent localement en faire partie, en visant divers usages et en passant par la concertation locale. L'Observatoire des eaux alternatives que nous appelons de nos vœux permettra de collectivement progresser en connaissances et en confiance. » affirme Maximilien PELLEGRINI, Président de la FP2E.

Constats partagés sur la nécessité de préserver la ressource en eau

La prise de conscience est de plus en plus partagée en France de la nécessité de préserver la ressource en eau, en qualité et en quantité. Les études scientifiques récentes confirment **les constats déjà établis lors des Assises de l'eau** : Météo France anticipe une diminution de 10 à 40% des débits moyens annuels des cours d'eau métropolitains à l'horizon 2046-2065, l'étude Explore 70 du ministère de l'Écologie estime à 16 à 42% la diminution des précipitations printanières et estivales d'ici 2070, chaque été depuis 2015 connaît des épisodes de canicules, etc.

Les faits eux-mêmes contribuent à **la prise de conscience collective des enjeux autour de l'eau**, qu'il s'agisse de l'assèchement répété du Doubs depuis 2018, des quelque 85 départements faisant chaque été l'objet d'arrêtés de restriction d'eau, ou encore des approvisionnements ponctuels par camions citernes de plusieurs communes françaises pendant l'été.

Les Français, du reste, ont pris la mesure des enjeux de l'eau : huit Français sur dix sont inquiets des conséquences du changement climatique sur les inondations et les sécheresses, ainsi que sur la dégradation de la qualité de la ressource en eau, révèle l'enquête 2021 du Centre

d'Information sur l'eau¹. Les deux-tiers craignent de manquer d'eau dans leur région, ils n'étaient qu'un tiers à exprimer cette inquiétude il y a vingt-cinq ans.

Créer un Observatoire des eaux alternatives pour renforcer et partager la connaissance

Fortes de leurs expériences à l'international, les entreprises de l'eau souhaitent que les meilleures pratiques et les modèles de faisabilité économique en matière d'eaux non-conventionnelles (réutilisation des eaux usées traitées, recharge de nappes, eaux pluviales) soient recensés au sein d'un Observatoire. **Celui-ci pourrait associer à ses travaux, le monde de la recherche, les associations d'élus, le monde agricole, les associations de défense de l'environnement, celles représentatives des consommateurs, l'Office Français de la Biodiversité, ainsi que les professionnels de l'eau.**

Il aurait pour **missions** de :

- répertorier les retours d'expériences ;
- promouvoir les bonnes pratiques internationales ;
- développer un dialogue « décloisonné » entre les secteurs.

Il nourrirait la réflexion collective par des études comparatives européennes et par l'analyse de projets, en mesurant notamment toutes leurs externalités. Enfin, il pourrait accompagner les territoires dans leur démarche de développement du recours aux eaux alternatives.

« Les services d'eau et d'assainissement ont de nombreuses externalités positives, sur l'emploi et sur les activités économiques locales. Elles sont souvent insuffisamment mesurées. Le faire aurait tout son sens dans le cadre de projets territoriaux ayant recours à des eaux alternatives pour divers usages, car leur enjeu à l'échelle d'un territoire est global. » précise Tristan MATHIEU, Délégué général de la FP2E.

A propos de la FP2E : elle regroupe les entreprises assurant la gestion des services d'eau et d'assainissement en France, après mise en concurrence. Ses adhérents sont : Aqualter, Saur, Société des Eaux de Fin d'Oise, Sogedo, Suez et Veolia. En cohérence avec sa Raison d'être, l'objectif de la FP2E est d'apporter aux différentes parties prenantes (élus, représentants des consommateurs, responsables de l'autorité publique, ONGs, journalistes), un éclairage professionnel sur les thématiques des métiers de l'eau, en particulier les enjeux émergents au plan sanitaire et de l'adaptation au changement climatique.

Contacts média

Aurélien Flaugnatti – aurelien.flaugnatti@confluence.fr – 01 40 07 02 05
Anne Dujardin - anne.dujardin@fp2e.org – 01 53 70 13 42

¹ Les Français et l'eau 2021, Centre d'Information sur l'eau / Kantar.